

6 décembre 2022

(22-9075)

Page: 1/7

Conseil général

Original: anglais

**DIFFICULTÉS LIÉES AU COMMERCE RENCONTRÉES PAR LES PAYS LES
MOINS AVANCÉS ET VOIE À SUIVRE: PROPOSITION CONCERNANT
DES MESURES DE L'OMC POUR UNE TRANSITION SANS HEURT
DES PAYS SORTANT DE LA CATÉGORIE DES PMA**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA

Révision

La communication ci-après, datée du 5 décembre 2022, est distribuée à la demande de la délégation de Djibouti au nom du Groupe des PMA.

CONTEXTE

1. Lors de l'examen triennal mené en 2021 par le Comité des politiques de développement (CPD) de l'ONU, 16 PMA satisfaisaient officiellement aux deux critères de reclassement fixés par l'Organisation des Nations Unies pour la sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) et 10 autres satisfaisaient à un de ces critères. Sur ces 26 pays, 19 sont Membres de l'OMC et 5 sont en cours d'accession.

2. Bien que la sortie de la catégorie des PMA soit une avancée majeure, les pays se heurtent encore à d'importantes difficultés en matière de commerce et de développement après leur reclassement et risquent de retomber dans cette catégorie. Sortir de cette catégorie implique aussi de perdre le bénéfice d'un large éventail de mesures internationales de soutien, y compris des mesures liées au commerce, qui ont contribué au développement socioéconomique des PMA. Comme les travaux de la CNUCED l'attestent, cela est particulièrement problématique car, bien souvent, les pays satisfont aux critères de reclassement sans avoir notablement développé leurs capacités de production ou suffisamment progressé dans la transformation structurelle de leur économie.¹ La suppression brutale des mesures internationales de soutien peut donc avoir d'importants effets négatifs pour les pays après leur sortie de la catégorie des PMA. Cela est particulièrement vrai dans le contexte actuel où les PMA ont été durement frappés par le ralentissement du commerce déclenché par la pandémie de COVID-19. La crise alimentaire et énergétique persistante créée par la situation géopolitique mondiale a aussi réduit à néant une grande partie des progrès accomplis jusqu'à présent par les PMA en matière de développement, ce qui rend encore plus justifié un soutien efficace après leur reclassement.

3. Consciente de ce besoin, l'Organisation des Nations Unies a établi le principe d'une "transition sans heurt", suivant lequel il faudrait éliminer les mesures de soutien spécifiques destinées aux PMA progressivement sur une période donnée après le reclassement afin d'éviter de compromettre les progrès accomplis en matière de développement. Conformément au paragraphe 16 de la résolution A/RES/67/221 adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 2012, les Membres de l'OMC devraient accorder aux pays reclassés les flexibilités spéciales existantes à la disposition des PMA. En outre, le document final de la CNUCED 15, le Pacte de Bridgetown (TD/541/Add.2, paragraphe 48), préconise des mesures de soutien et de compensation pour que les PMA connaissent

¹ Voir "Strategy for graduation with momentum: Bridging pre-graduation and post-graduation development processes in the least developed countries", Synthèse n° 99, CNUCED, avril 2022, disponible à l'adresse https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d7_en.pdf.

une transition sans heurt après leur reclassement. Plus récemment, le document final de la CM12 de l'OMC (WT/MIN(22)/24; WT/L/1135 paragraphe 5), reconnaît les défis particuliers que le reclassement présente pour les PMA, y compris le fait qu'ils ne bénéficient plus des mesures internationales de soutien liées au commerce, ainsi que le rôle que certaines mesures à l'OMC peuvent jouer dans la facilitation d'une transition sans heurt et durable après le reclassement.

MESURES POUR UNE TRANSITION SANS HEURT DES PAYS SORTANT DE LA CATÉGORIE DES PMA

4. Dans ce contexte, la présente communication révisée propose les grandes lignes d'un ensemble de mesures complètes et efficaces pour une transition sans heurt à l'OMC qui viserait à soutenir les Membres sortant de la catégorie des PMA. Pour ce faire, elle s'appuie sur les communications présentées précédemment au Conseil général en novembre 2020 (WT/GC/W/807) et en octobre 2021 (WT/GC/W/829), ainsi que sur les déclarations ministérielles des PMA pour la CM12 d'octobre 2021 (WT/MIN(21)/2).

5. Un premier élément de ces mesures devrait consister en la prorogation et l'élimination progressive des préférences commerciales unilatérales accordées aux PMA sur une période de six ans (qui correspond à deux examens triennaux du CPD de l'ONU) ou sur une période déterminée par le Membre accordant les préférences, après l'entrée en vigueur d'une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à exclure un pays de la catégorie des PMA. L'annexe 1 de la présente communication contient un projet de décision du Conseil général à cet effet.

6. Comme deuxième élément, qui s'inscrit dans le cadre des mesures de l'OMC pour une transition sans heurt, le Groupe des PMA propose d'appliquer les principes suivants en faveur des Membres après leur sortie de la catégorie des PMA:

- i. Exempter de recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, pendant une période appropriée, les mesures spéciales visant les PMA énumérées dans l'appendice 1 de l'annexe 2 de la présente communication, lorsqu'elles sont appliquées par un Membre après sa sortie de la catégorie des PMA ou en sa faveur.
- ii. Appliquer, pendant une période appropriée, les flexibilités spéciales visant les PMA incorporées dans un futur accord ou mémorandum d'accord ou une future décision ministérielle, décision du Conseil général ou autre décision pertinente de l'OMC, conformément à des modalités à définir dans ces instruments.
- iii. Fournir un accès permanent à tous les programmes et dispositifs d'assistance technique et de renforcement des capacités spécifiquement consacrés aux PMA dans le système de l'OMC pendant une période appropriée.

7. Le Groupe des PMA propose de donner pour instruction au Sous-Comité des pays les moins avancés d'élaborer des recommandations concernant des mesures de soutien – en s'appuyant sur l'ensemble de principes fondamentaux énumérés au paragraphe 6 – en faveur des pays qui sortent de la catégorie des PMA, et d'achever ces travaux et de faire rapport au Conseil général au plus tard le 30 juin 2023 pour que celui-ci prenne les mesures appropriées. L'annexe 2 de la présente communication fournit un projet de décision du Conseil général à cet effet.

ANNEXE 1

PROPOSITION DE DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL SUR LA PROROGATION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS EN FRANCHISE DE DROITS ET SANS CONTINGENT (FDSC) POUR LES PAYS SORTIS DE LA CATÉGORIE DES PMA

Projet de décision du Conseil général

Le Conseil général,

Eu égard à la disposition relative à la prise de décisions par consensus énoncée au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Notant les propositions présentées par le Groupe des PMA au Conseil général (WT/GC/W/807, WT/GC/W/829 et WT/GC/W/807/Rev.2),

Rappelant le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011–2020, adopté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Istanbul (Turquie) en 2011, durant laquelle les États membres se sont engagés à aider les PMA, avec pour objectif général de faire en sorte que la moitié d'entre eux satisfassent aux critères de reclassement d'ici à 2020,

Rappelant en outre les Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, et le paragraphe 5 du document final de la CM12 de l'OMC adopté par les Ministres le 17 juin 2022 (WT/MIN(22)/24, WT/L/1135),

En conséquence, reconnaissant la nécessité d'établir des procédures efficaces pour soutenir la transition sans heurt des PMA vers leur nouveau statut après leur reclassement, en prorogeant les mesures de soutien liées au commerce spécifiques aux PMA pendant une période raisonnable,

Décide ce qui suit:

Préférences commerciales unilatérales

1. Nous encourageons les Membres qui accordent des préférences commerciales unilatérales aux pays les moins avancés, par le biais de leurs programmes préférentiels déterminant l'admissibilité sur la base de l'inscription par l'ONU d'un pays sur la liste des pays les moins avancés, à établir des procédures pour proroger ou éliminer progressivement ces programmes, sur une période de six ans, ou une période déterminée par le Membre accordant les préférences, après l'entrée en vigueur d'une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies d'exclure un pays de la catégorie des PMA.
-

ANNEXE 2**PROPOSITION DE DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL SUR DES MESURES
DE SOUTIEN POUR UNE TRANSITION SANS HEURT DES
PAYS SORTANT DE LA CATÉGORIE DES PMA***Projet de décision du Conseil général*

Le Conseil général,

Eu égard à la disposition relative à la prise de décisions par consensus énoncée au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Notant les propositions présentées par le Groupe des PMA au Conseil général (WT/GC/W/807, WT/GC/W/829 et WT/GC/W/807/Rev.2),

Rappelant le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020, adopté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Istanbul (Turquie) en 2011, durant laquelle les États membres se sont engagés à aider les PMA, avec pour objectif général de faire en sorte que la moitié d'entre eux satisfassent aux critères de reclassement d'ici à 2020,

Rappelant en outre les Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, et le paragraphe 5 du document final de la CM12 de l'OMC adopté par les Ministres le 17 juin 2022 (WT/MIN(22)/24, WT/L/1135),

En conséquence, reconnaissant la nécessité d'établir des procédures efficaces pour soutenir la transition sans heurt des PMA vers leur nouveau statut après leur reclassement, en prorogeant les mesures de soutien liées au commerce spécifiques aux PMA pendant une période raisonnable,

Décide ce qui suit:

Mesures de soutien en faveur des Membres de l'OMC qui sont sortis de la catégorie des PMA

1. Nous donnons pour instruction au Sous-Comité des pays les moins avancés d'élaborer des recommandations concernant des mesures de soutien en faveur d'un Membre à compter de l'entrée en vigueur d'une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à exclure ce Membre de la catégorie des PMA, et de faire rapport au Conseil général au plus tard le 30 juin 2023.
2. Les mesures de soutien visées au paragraphe 1 comprendront les éléments suivants:
 - i. des dispositions prévoyant un accès permanent aux programmes et dispositifs d'assistance technique et de renforcement des capacités spécifiquement consacrés aux PMA dans le système de l'OMC pendant une période appropriée;
 - ii. une proposition de liste de mesures de soutien spécifiquement destinées aux PMA s'appuyant sur les dispositions des Accords et décisions de l'OMC et les modalités figurant dans l'appendice I de la présente décision; et
 - iii. toute autre mesure pertinente, selon qu'il sera approprié.
3. Les mesures visées au paragraphe 2 ii) seront exemptées du recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC pendant une période à convenir par les Membres, à la demande d'un Membre ou en sa faveur, à compter de l'entrée en vigueur d'une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à exclure ce Membre de la catégorie des PMA.

APPENDICE 1**LISTE DES DISPOSITIONS SPÉCIALES DES ACCORDS ET DÉCISIONS DE L'OMC EN FAVEUR DES PMA À INCLURE EN VUE D'UNE TRANSITION SANS HEURT****A. DISPOSITIONS DES ACCORDS DE L'OMC CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LES PMA**

Disposition	Description	Traitement au titre de la transition sans heurt dans le cadre de l'OMC
Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC)		
Article 27.2 a)	Les PMA sont exemptés de la prohibition des subventions à l'exportation.	Comme le Groupe des PMA l'a demandé dans sa communication WT/GC/W/742-G/C/W/752
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)		
Article 66:1 Prorogation de la période de transition pour les PMA Membres (IP/C/88)	La période de mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC autres que les articles 3, 4 et 5 est prorogée jusqu'au 1 ^{er} juillet 2034, ou jusqu'à la date à laquelle les pays cesseront de faire partie des PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.	La période de transition sera prorogée de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA ou jusqu'à la fin de la période de prorogation finale accordée aux PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.
Article 66:2	Les pays développés accorderont des incitations au transfert de technologie vers les PMA.	L'octroi d'incitations au transfert de technologie sera prorogé pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.
Accord sur la facilitation des échanges		
Article 17	Mécanisme d'avertissement rapide – report des dates de mise en œuvre pour les dispositions des catégories B et C	Les flexibilités prévues pour les PMA seront prorogées pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.
Article 19:2	Transfert entre les catégories B et C	Les flexibilités prévues pour les PMA seront prorogées pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.
Article 20:2 et 20:3	Période de grâce pour l'application du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends	Les flexibilités prévues pour les PMA seront prorogées pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.
Mémoire d'accord sur le règlement des différends		
Article 24	Procédures spéciales concernant les pays les moins avancés Membres	La procédure spéciale prévue pour les PMA continuera de s'appliquer pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.
Accord sur les subventions à la pêche		
Article 8, note de bas de page 13	Notification de renseignements additionnels de l'article 8:1 tous les 4 ans	Le calendrier de notification continuera de s'appliquer pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.

B. DÉCISIONS SPÉCIFIQUES PRISES EN FAVEUR DES PMA

Décision concernant spécifiquement les PMA	Description	Traitement au titre de la transition sans heurt dans le cadre de l'OMC
Dérogations en faveur des PMA y compris les périodes de transition et les préférences commerciales		
Clause d'habilitation L/4903 du 28 novembre 1979, paragraphes 2 d), 6 et 8	Permet aux Membres de l'OMC d'accorder aux PMA un traitement spécifique	Le droit d'accorder un traitement spécifique au titre de la Clause d'habilitation sera étendu aux pays après leur sortie de la catégorie des PMA.
Préférences tarifaires en faveur des pays les moins avancés – Décision portant octroi d'une dérogation (WT/L/304, WT/L/759 et G/C/W/764)	Permet aux pays en développement d'accorder des préférences tarifaires aux PMA jusqu'au 30 juin 2029	Les dispositions de la dérogation continueront de s'appliquer pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA ou jusqu'à la fin de la durée de validité de la dérogation, la date la plus rapprochée étant retenue.
Décision en faveur des PMA. Annexe F de la Déclaration ministérielle de Hong Kong, Accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les PMA, Décisions ministérielles de Bali et de Nairobi sur les règles d'origine pour les PMA (WT/L/919, WT/MIN(15)/47 et WT/L/917)	Octroi d'un accès aux marchés FDSC aux PMA et règles d'origine plus flexibles	L'accès aux marchés FDSC et les règles d'origine plus flexibles continueront de s'appliquer pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.
Modalités pour les PMA et dérogation concernant les services (TN/S/13, WT/L/847, WT/MIN(15)/48-WT/L/982, WT/MIN(13)/43-WT/L/918)	La décision proroge la dérogation concernant les services pour les PMA jusqu'en 2030	Les dispositions de la dérogation continueront de s'appliquer pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA ou jusqu'à la fin de la durée de validité de la dérogation, la date la plus rapprochée étant retenue.
Décision ministérielle sur le coton WT/MIN(15)/46-WT/L/981	Accès aux marchés FDSC pour le coton et les produits dérivés produits et exportés par les PMA	L'accès aux marchés FDSC pour le coton et les produits dérivés sera prorogé pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.

Décision concernant spécifiquement les PMA	Description	Traitement au titre de la transition sans heurt dans le cadre de l'OMC
Obligations des PMA au titre de l'article 70:8 et 70:9 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les produits pharmaceutiques (WT/L/971), 2 décembre 2015	Exempte les PMA Membres de l'application des prescriptions concernant le système de boîte aux lettres et des droits exclusifs de commercialisation jusqu'au 1 ^{er} janvier 2033 ou jusqu'à la date à laquelle ils cesseront de faire partie des PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.	L'exemption sera prorogée pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA ou jusqu'à la fin de la période de prorogation finale accordée aux PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.
Prorogation de la période de transition pour les PMA prévue à l'article 66:1 de l'Accord sur les ADPIC pour certaines obligations concernant les produits pharmaceutiques (IP/C/73)	Proroge l'exemption de la mise en œuvre ou de l'application des sections 5 et 7 de la partie II de l'Accord sur les ADPIC ou de l'obligation de faire respecter les droits prévus dans ces sections accordée aux PMA Membres, en ce qui concerne les produits pharmaceutiques, jusqu'au 1 ^{er} janvier 2033 ou jusqu'à la date à laquelle ils cesseront de faire partie des PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.	La période de transition sera prorogée de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA ou jusqu'à la fin de la période de prorogation finale accordée aux PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.
Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation WT/MIN/(15)/45-WT/L/980	Les flexibilités prévues à l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture concernant les subventions à l'exportation sont prorogées jusqu'en 2030	Les flexibilités seront prorogées pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA ou jusqu'à la fin de la période de prorogation finale accordée aux PMA, la date la plus rapprochée étant retenue.
Obligations de notification		
Notification concernant le soutien interne (G/AG/2)	Les PMA doivent présenter une notification tous les 2 ans	Le calendrier de notification continuera de s'appliquer pendant une période de [X années] après la sortie de la catégorie des PMA.